Le mouvement BDS et la liberté d’expression

Pour «Boycott, Désinvestissements, Sanctions», la campagne BDS initiée par la société civile palestinienne et largement relayée dans le monde entier vise à faire cesser l’occupation et la colonisation par Israël des territoire palestiniens. Depuis quelques années, c’est un véritable acharnement que doivent subir les militants et sympathisants du mouvement.

Quelques rappels bien utiles

L’année 2017 marquera :

– **les 100 ans de la « déclaration Balfour » de 1917**, par laquelle le gouvernement britannique promettait unilatéralement l’établissement en Palestine d’un foyer national juif,

– **les 70 ans du plan de partage de la Palestine voté par l’ONU en 1947** dont a résulté la Nakba de 1948 – la destruction de plus de 530 villages palestiniens et l’expulsion de 750 000 Palestiniens de leur patrie dans un processus de nettoyage ethnique -,

– **les 50 ans de l’occupation par Israël, en 1967**, de la Cisjordanie, de Jérusalem Est, de la Bande de Gaza et du plateau du Golan, et du processus continu de leur colonisation et de leur occupation par l’État d’Israël,

– **les 10 ans du blocus de Gaza,** punition collective de 2 millions de Gazaouis suite au déni par les autorités israéliennes, l’UE et les USA, des résultats des élections de 2006 qui avait vu la victoire du Hamas à la sortie des urnes

Depuis les Accords d'Oslo en 1993, 12 ans se sont passés lorsque, en 2005, plus de 160 organisations de la société civile palestinienne décident le lancement du mouvement BDS et appellent les sociétés civiles du monde entier à soutenir et pratiquer le BDS. Alors qu'Oslo avait été considéré par beaucoup comme une étape importante vers la paix, entre 1993 et 2005, le nombre de colons israéliens est passé de 322.000O à 430.000!

En juillet 2004, la Cour internationale de justice de La Haye concluait que le mur israélien et tout son système (mur, colonies, check-points, routes de contournement réservées aux colons) étaient illégaux, devaient être démantelés … et la résolution ES 25 de l'ONU entérinait cet avis quelques semaines plus tard..

Et donc, en **2005,** lasses de toutes ces tergiversations, la société civile palestinienne lance le mouvement BDS et appelle les sociétés civiles du monde entier à résister avec elle de manière non violente à l'occupation et à la colonisation en lieu et substitution des pouvoirs civils, des États, de l'UE à respecter et faire respecter leurs propres décisions. C'était assez. C'était trop.

Il est important d'éviter les méprises. Et encore plus les amalgames dans lesquels ses opposants cherchent à l'enfermer, – principalement l'État israélien, le Crif en France, des organisations pro-israéliennes ou sionistes dans divers pays. Le mouvement BDS, dans ses objectifs comme dans ses discours, non seulement se distancie très clairement de tout appel à la haine, au racisme et à l'antisémitisme, mais aussi n'a rien à voir avec une prétendue volonté d' «en finir avec Israël».

Le BDS, un mouvement qui s'élargit et s'approfondit …

De 2005 à 2016, le mouvement BDS a pris quantitativement une nette ampleur, s'est diversifié dans ses formes: actions de

boycott de produits, de campagnes de désinvestissement à l'égard de firmes et d'entreprises, de revendications de sanctions par l'Union européenne et par ses États membres à l'égard de l'État d'Israël. Le boycott lui-même, après s'être concentré sur les produits fabriqués dans les colonies israéliennes, particulièrement des fruits et légumes, s'est tourné petit à petit aussi vers le boycott culturel et académique. Il s'est diversifié aussi dans la variété et la quantité d'organismes privés, publics ou semi-publics adoptant la campagne BDS, c'est-à-dire ont décidé de le soutenir et de le pratiquer eux-mêmes.

On connaît assez bien les types d'actions de de ***boycott*** de produits maraîchers fabriqués dans les colonies. Il y en a des milliers d'exemples à travers le monde, dans les pays européens, aux USA et dans le reste du monde. Il y en a aussi en Palestine. Il y en a même en Israël, promus et réalisés par l'association israélienne «*Boycott from within*», durement contestée et réprimée par les autorités israéliennes.

Les campagnes de «***désinvestissement***» encouragent des entreprises locales, nationales ou multinationales à se dégager et à désinvestir des projets qui les rendent complices directement ou indirectement à l'occupation et à la colonisation. C'est à ce niveau que d'importants progrès ont été enregistrés au cours des 7 à 8 dernières années. Ainsi l'entreprise **Veolia**, après avoir perdu des contrats pour 20 billion $, s'est finalement retirée de ses projets en Israël (dont le projet de tramway reliant la vieille ville de Jérusalem à la grande colonie de Maale Adumim (installée sur les terres palestiniennes de Jérusalem-Est). Ainsi encore la multinationale anglo-danoise de sécurité, **G4S**: l'UNICEF, l'UNHCR et l'UNOPS (toutes institutions de l'ONU) ont rompu leurs contrats avec G4S suite aux campagnes BDS. Suite aux mêmes pressions du BDS, de gros partenaires de G4S, tels que la Bill and Melissa Gates Foundation, se sont désengagés de cette multinationale. La française **Orange** a décidé elle aussi,

pour les mêmes raisons, de vendre ses filiales en Israël. Et encore, **Elbit Systems**, la plus grosse entreprise israélienne fabriquant, commercialisant et vendant des armes, du matériel militaire et de sécurité à très haute teneur technologique, a connu divers déboires suite à la campagne de désinvestissement.

Au cours des dernières années, le ***boycott culturel et académique*** a connu un véritable essor[1]. Ici encore quelques exemples parmi des centaines sinon des milliers: au cours des dernières années, en Irlande la *Teachers Union of Ireland,* en Belgique la *Fédération des Étudiants Francophones* (FEF), en Grande-Bretagne la *National Union of Students*, aux USA l'*African Literature Association*, la *National Women's Studies Association,* l'*American Studies Association*, les *Graduate student workers unions* aux Universités de New York et du Massachusetts, ont rejoint et endossé le boycott académique et culturel.

Par ailleurs, des milliers d'universitaires ont signé leur adhésion au boycott académique: en Afrique du sud, aux États-Unis, en Grande-Bretagne, en Inde, en Suède, au Brésil, en Belgique, en Italie et dans de nombreux autres pays.

Le BDS aurait-il donc un impact?

Depuis 11 ans, Israël répète à qui veut bien l'entendre que le mouvement BDS est insignifiant, pas sérieux, et que ses militants se targuent de résultats imaginaires, que le boycott de quelques fruits et légumes représente peu de choses dans l'économie israélienne … Et sa rhétorique à cet égard ne fait que s'amplifier.

Mais en même temps, Israël, qui n'en est pas à une contradiction près, se réunit en comité spécial de cabinet il y a trois ans au cours de l'été pour faire le point sur BDS: le constat fait est que le BDS commencerait à avoir des effets

sur le porte-monnaie israélien et deviendrait un danger pour le pays. D'où l'importance de réajuster la stratégie à l'égard de ce mouvement.

Quelques mois plus tard, à la Knesset, même discours et, en plus, des accusations à l'encontre des sociétés civiles occidentales et des militants pro-palestiniens; il faut donc contrer sérieusement ces ONG et associations qui «délégitiment» l'État d'Israël.

Lors d'une autre réunion d'officiels israéliens, B. Netanyahou affirme qu'aujourd'hui, Israël a deux ennemis stratégiques: l'Iran et … le mouvement BDS, et qu'Israël doit lutter autant contre l'un que contre l'autre.

Et encore, dans un discours plus récent, B. Netanyahou concluait en disant qu'aujourd'hui, la guerre par les armes était tout à fait insuffisante, qu'elle devait urgemment être relayée par la «guerre des mots, des images et des idées» en vue de combattre toutes les initiatives prises en Occident avec le seul but de délégitimer sinon de détruire l'État d'Israël. Rhétorique pour faire peur? ou rhétorique qui se fait peur à elle-même, consciente que se cache là un enjeu réel et fondamental pour le pays.

Toujours est-il que, depuis plusieurs années, l'État israélien consacre annuellement des centaines de millions de dollars à la «hasbara» (travail sur l'image) et a engagé un peu partout, surtout dans des lieux stratégiques comme les institutions européennes à Bruxelles, des dizaines de milliers d'agents, bénévoles et professionnels, pour contrer *par tous les moyens possibles* le processus de délégitimation dont il serait l'objet. Qui plus est, Israël recourt depuis une dizaine d'années aux services du très pointu *Reut Institute*, organisation spécialisée dans le travail sur la communication et l'image (voir le site du *Reut Institute*) , pour évaluer de manière continue l'évolution de cette image, les causes et

mécanismes engendrant cette image et sa détérioration, les acteurs qui en sont responsables, et les contre-stratégies à développer pour les contrer [2].

C'est à ce point de nos réflexions que nous rejoignons la **problématique des libertés mises en danger**, en Europe et aux États-Unis autant qu'en Israël et en Palestine.

Des réactions de plus en plus virulentes et des actions de plus en plus dures sont initiées en Israël par l'État israélien et des groupes politiques et de colons extrémistes, tant à l'égard des Israéliens juifs que des Israéliens arabes, des organisations des droits de l'homme ou de celles qui promeuvent le BDS et toute autre forme de résistance non violente à l'égard d'Israël : actions de harassement, menaces aux personnes, menaces et projets de loi en vue de contrôler davantage et de fiscaliser les financements extérieurs de ces ONG, menaces même de coupures financières. Plusieurs de nos amis palestiniens et juifs d'Israël, intervenus au cours des dernières années au Luxembourg, sont ainsi devenus l'objet de «chasse aux sorcières», accusés de traitrise … et menacés d'emprisonnement. C'est le cas de *Breaking the silence*, organisation d'anciens soldats israéliens ayant décidé de rompre le silence et de publier des rapports sur les pratiques et agissements de l'armée israélienne à Gaza, en Cisjordanie … (voir entre autres un article du Figaro de mai 2016): l'organisation est menacée de fermeture, son leader principal, Yehuda Shaul, menacé d'arrestation ou d'expulsion. C'est le cas de *B'Tselem*, organisation israélienne des droits de l'homme.

C'est aussi le cas, tout récemment, de l'organisation palestinienne *Youth against setllements:* son principal responsable, Issa Amro, est très actif, depuis de longues années, dans et autour de la ville de Hébron, dont le cœur historique est occupé par 400 colons parmi les plus extrémistes que connaisse Israël. Emprisonné à de multiples

reprises, Issa Amro n’avait jamais été inculpé. Depuis juin 2016, dix-huit chefs d’accusation ont été retenus contre lui par l’armée israélienne, relevant d’infractions dont la plupart ne sont pas reconnues par le droit international. De nombreux autres cas semblables remplissent de nombreux sites relatant la vie et le travail des organisations israéliennes et palestiniennes défendant les droits des Palestiniens.

Mais en Europe et aux États-Unis et dans d’autres pays, des actions directes ou indirectes d’organisations pro-israéliennes, de lobbies sionistes, du CRIF en France, s’attaquent à des militants du BDS ou à leurs organisations, incitent des directeurs de salles à ne plus accueillir des conférence ou films-débats organisés par des associations défendant les droits des Palestiniens. Qui plus est, en France tout particulièrement, des groupes de pression et des institutions influentes soutenant Israël sont parvenues au cours des années à mettre de leur côté de nombreux politiciens sinon ministres français, de gauche comme de droite. Alliot-Marie, lorsqu’elle était ministre de la justice, a édicté une circulaire à destination de tous les préfets, leur intimant de surveiller de lanière toute particulière et de se montrer très sévères à l’égard des personnes et des organisations promouvant le BDS. C’est dans ce cadre que de nombreux procès ont été intentés à des militants du BDS par des organisations sionistes en France. La plupart ont abouti à des non lieux, mais certains ont débouché sur des condamnations. Les jugements se basent sur des actes et pratiques qu’ils considèrent comme provoquant à la «haine raciale», à la discrimination et même à l’antisémitisme. Soit, une utilisation abusive d’articles du code pénal français et un grave amalgame entre **critique des politiques et pratiques israéliennes** d’occupation et de colonisation et **haine d’Israël, antisémitisme.**

Dans plusieurs pays européens (France, Allemagne, Grande-Bretagne …), des «amis d’Israël», des groupes sionistes ou

pro-israéliens cherchent à ce que soient promues des lois à l'encontre du BDS, excluant et interdisant le BDS – jouant à nouveau et toujours sur les amalgames bien connues entre antisionisme et critique des politiques israéliennes, d'une part, antisémitisme et haine raciale, d'autre part. Ces tentatives n'ont pas encore réellement abouti – excepté, partiellement, en France, avec la circulaire Alliot-Marie.

D'autres formes d'atteinte à la liberté d'expression et d'opinion sont pratiquées, elles aussi sous l'influence de ces groupes pro-israéliens. Rappelons-nous: «il faut lutter par tous les moyens contre ces opérations de 'délégitimation' de l'État d'Israël». C'est la fermeture par certaines banques de comptes bancaires de certaines ONG occidentales, visant à les déstabiliser voir à faciliter leur disparition, visant aussi à couper leurs relations financières avec des ONG palestiniennes et israéliennes. Ce fut le cas de l'une des plus importantes ONG en Grande-Bretagne (Palestine Solidarity Campaign). Ce vient d'être le cas pour une organisation juive en Allemagne, Jewish Voice for Peace: la Banque allemande pour une économie sociale vient de fermer le compte de l'organisation : « Une Voix juive pour une juste paix au Moyen-Orient ». Après de multiples questionnements, la Banque a reconnu que sa décision avait un motif politique, à savoir le soutien de JVP à la campagne BDS (Boycott, Désinvestissement et Sanctions). La Banque avait été mise au courant de leur position par quelqu'un travaillant pour le *Jerusalem Post* (voir le rapport de l'Aurdip)

Des cas semblables se multiplient dans divers pays. Mais aussi, sans aller jusque la fermeture de comptes bancaires d'ONG, des Banques «décident» d'interdire des virements vers certaines ONG en Palestine ou en Israël. Elles prétextent des régulations européennes, des «listes noires», des «listes rouges» qu'elles seraient contraintes de respecter. Le plus souvent, lorsque les ONG de chez nous sont concernées, elles ne reçoivent à leurs demandes d'explications et de raisons que

des réponses évasives, générales, sans contenu réel. Mais un examen approfondi des processus et des procédures permet souvent de remonter, non pas au niveau européen, mais, au niveau des États concernés, au niveau national, à des liens douteux, à caractère politique, entre des responsables bancaires et des personnalités politiques ou de groupes «amis d'Israël» ou des organisations israéliennes ayant établi leurs «listes rouges» ou «noires» … Nous aborderons plus en détail dans un prochain article cette problématique au Luxembourg.

Or et pourtant, le BDS relève de la liberté d'expression et d'opinion …

… a rappelé très précisément et fermement Madame Mogherini.

En vue de porter toutes ces questions et ces mises en danger du travail des ONG européennes à l'attention des autorités européennes, l'ECCP, (Coordination européenne des Comités et associations pour la Palestine), a envoyé le 18 mai dernier à Jean-Claude Juncker, Président de la Commission européenne et à Mme Mogherini, Haute représentante de l'UE, une requête leur demandant de «protéger la liberté d'expression et le droit au boycott des citoyens européens», avec référence à la campagne BDS.

C'est une réponse importante, claire et sans ambiguïté qui, cette fois, nous est parvenue le 29 août 2016 des hautes instances de l'Union européenne:

«L'UE réaffirme clairement protéger la liberté d'expression et la liberté d'association dans la droite ligne de la Charte européenne des Droits fondamentaux. La liberté d'expression, comme le souligne la Cour européenne des Droits de l'homme, est applicable aussi à des informations et idées qui 'offensent, choquent ou gênent des États ou n'importe quel secteur de la population'». La réponse rappelle aussi que, si l'UE est fermement opposée au boycott contre Israël, les

produits qui proviennent des colonies israéliennes ne bénéficient du traitement permettant l'entrée en dans l'Union de ces produits à des tarifs préférentiels et doivent être étiquetés de manière à montrer clairement qu'ils ne proviennent pas d'Israël. Ces mesures, destinées à assurer une application entière et effective de la législation européenne et des régulations applicables aux colonies, ne constituent pas un 'boycott' et ne peuvent d'aucune manière être interprétés comme telles»

On ne peut être plus clair!

Qu'attendons-nous, dès lors, pour nous engager plus fermement et résolument dans la mise en œuvre du BDS dans nitre pays ?

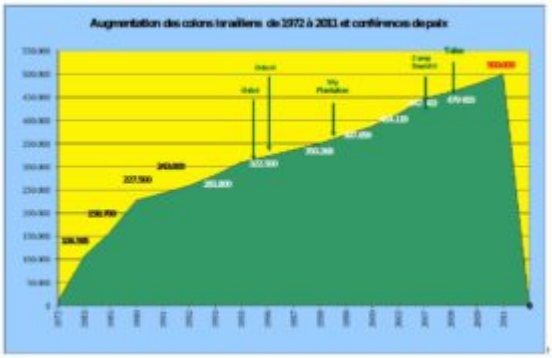
a.- Israël poursuit impunément ses pratiques et politiques d'occupation et de colonisation. Plus encore: il met actuellement «les bouchées doubles» dans une sorte de fuite en avant dans l'ouverture de nouvelles colonies et la «égalisation» d'anciennes colonies et d'avant-postes.

b.- L'UE refuse toujours de «sanctionner», se contente d'avertissements verbaux ou écrits, malgré certaines mesures qui vont dans la bonne direction (Guidelines, étiquetage …), donc cautionne et se rend complice de ces agissements israéliens.

c.- Le mouvement et les campagnes BDS ont fait et sont en train de faire leurs preuves, la preuve principale en étant qu'Israël déploie tous les moyens possibles pour les contrer.

Cela étant, qu'attendons-nous pour nous joindre activement et résolument à ce mouvement, … en étant prêts à en «payer le prix» de notre côté? Sinon, ce seront les Palestiniens qui continueront indéfiniment à en payer le prix, un prix de plus en plus insupportable! Et le prix suprême, non imaginaire, ce serait peut-être qu'il n'y aura plus beaucoup de Palestiniens

en Palestine, ni beaucoup de terres où ils vivent en paix et sécurité dans un pays digne de ce nom.



---

[1] Dans une prochaine contribution, nous reviendrons en détail sur le boycott culturel et académique pour en rappeler les objectifs et les imites et lever les nombreuses ambiguïtés qui circulent à son encontre. Un livre récent d'Eyal SIVAN, écrivain et cinéaste israélien anti-sioniste, vient d'y consacrer tout un livre, que nous présenterons dans cette contribution.

[2] Nous proposerons d'ici quelques semaines un article sur la «propagande» israélienne, en nous basant sur la dernière publication importante d'Ilan PAPPE, nouvel historien israélien, entièrement consacré à ce sujet et

couvrant l’ensemble de la période d’existence de l’État d’Israël (1948-2016).